

CONDITIONS D'ABONNEMENT :

PARIS ET BANLIEUE,

Un an, 8 fr. — Six mois, 4 fr.

Annonces, 20 cent. la ligne.

# L'ÉCHO DU PEUPLE

JOURNAL DES INTÉRÊTS MORAUX ET MATÉRIELS.

Gouverner c'est prévoir....

CONDITIONS D'ABONNEMENT :

DÉPARTEMENTS,

Un an, 10 fr. — Six mois, 5 fr.

Annonces, 20 cent. la ligne.

BUREAUX : Aux Batignolles, 63, rue de la Paix.

## NOTRE PROGRAMME.

JUSTICE et VÉRITÉ, voilà les premiers devoirs de l'homme;  
HUMANITÉ, PATRIE, voilà ses premières affections.  
(J.-J. ROUSSEAU.)

Batignolles, le 8 mai 1848.

Tout pour la Patrie ! ces mots résument notre pensée ; ils expliquent nos vœux, nos tendances, notre but.

L'amour de la Patrie concentre tout ce qu'il y a de grand, de noble, exclut tout ce qui est sordide, toutes les petites passions.

Le véritable patriotisme est celui qui sait s'imposer des sacrifices, des peines, celui qui met au dessus de tous les intérêts la gloire, la dignité et la prospérité de la nation.

Les véritables intérêts du citoyen sont ceux qui touchent à son bien-être, à son repos.

L'homme qui veut servir honorablement son pays, éclairer consciencieusement ses frères, ne peut descendre à se faire l'apologiste des intérêts individuels au détriment de la chose publique.

Il doit mettre son orgueil à enseigner aux hommes pour quelle fin ils sont sur la terre, les attacher à des idées sociales, et les détourner du principe auquel les passions exposent la paix publique.

Il doit propager la vérité avec fermeté et persévérance pour la faire triompher des obstacles que pourrait susciter l'égoïsme ou l'aveuglement.

Cette tâche sera la nôtre.

Nous n'appartenons à aucune coterie.

Nous ne voulons ni intrigue ni désordre. Maintenant l'ordre, c'est la République ; il n'y a pas à choisir toutes les intelligences, tous les bons citoyens doivent concourir au développement de son action.

Il faut que personne ne s'abdicque, que chacun se rallie de cœur, d'esprit, de bon vouloir au gouvernement qu'a improvisé, par une inspiration soudaine, la victoire populaire.

Une république forte, pure d'excès, peut seule sauver la France de l'anarchie et de la guerre civile.

Respect à la propriété !

Obéissance aux lois !

Oubli des haines et des vengeances !

Union de tous les partis !

L'affermissement de cet ordre de choses est la sauve-garde de l'avenir.

Nous défendrons de tout notre pouvoir, de toutes nos forces ces principes éternels et sacrés, parce que nous les regardons comme le palladium de nos institutions, de nos droits civiques et de nos intérêts nationaux ; et maintenant que ceux qui pensent comme nous, nous viennent en aide ! Fils de la même famille, nous ne demandons à personne ce qu'il est, mais ce qu'il veut faire. Qu'il vienne à nous en prononçant le nom de *Patrie*, et il sera de nos amis. La *Patrie* ! c'est l'étoile rayonnante qui doit guider nos pas vers le grand but de la fraternité et de l'égalité dont Jésus-Christ, il y a 19 siècles, a posé lui-même les bases.

Les faits qui se sont accomplis ces temps derniers sont déjà burinés dans l'histoire. La cause du peuple qui est aussi celle de la religion et de l'humanité a triomphé, Dieu l'a voulu ; et quelques heures ont suffi au peuple pour renverser le trône élevé par ses mains sur les barricades de Juillet ! La chute de Charles X n'a pas servi d'exemple à son successeur ! C'est en vain que des voix amies du pays, éloquentes et sincères, criaient de toutes parts aux ministres imprudents :

« Prenez garde, la misère pousse aux crimes ou aux vices. Ayez pitié du peuple à qui le bague prend ses fils, le lupanar ses filles. Nous avons trop de forçats, trop de prostituées. Que prouvent ces deux ulcères ? que le corps social a un vice dans le sang. Occupez-vous du remède à porter à ce mal.

« Songez au gros du peuple, donnez-nous des salles d'asile, des maisons de refuge, — des écoles pour les enfants, — des ateliers pour les hommes. Quoi ! la Suisse sait lire, la Belgique sait

lire, le Danemark sait lire, la Grèce sait lire, l'Irlande sait lire, et la France ne sait pas lire ! c'est une honte !

« Tournez vos soins de ce côté, une bonne éducation au peuple. Et quand la France saura lire ne laissez pas sans direction cette intelligence que vous aurez développée. L'ignorance vaut encore mieux que la mauvaise science, faites donc quelque chose pour les masses, pour le sort de la grande foule. A elle le dur travail les fardeaux à pousser, les fardeaux à traîner, les fardeaux à porter. Examinez cette balance, toutes les jouissances dans le plateau du riche, toutes les misères dans le plateau du pauvre. La balance penche et l'Etat avec elle.

« Donnez au peuple qui travaille et qui souffre, donnez au peuple pour qui ce monde-ci est mauvais, rétablissez l'équilibre, il sera tranquille, il sera patient. La patience est faite d'espérance ! Et ces hommes qui pouvaient faire tout ce bien, qui pouvaient réformer les mœurs, — ramener à la religion par l'éducation de l'intelligence et surtout par celle du cœur, — rétablir l'empire de la sagesse et de la conscience, ont méconnu les sentiments de la nation, leurs devoirs, la sainteté de leur mission. Et ils sont tombés sous les coups d'un peuple irrité ! Le peuple s'est fait justice. — Aujourd'hui les citoyens de tous les partis, prêtre, magistrat, administrateur, jurisconsulte, philosophe, voudront prendre part à l'œuvre qui commence, car chacun y trouvera un avantage. Il y eut aussi une époque comme la nôtre voilà dix-huit siècles. Les despotes et les ministres corrompus, les politiques frivoles ne manquaient pas ; des conspirateurs audacieux écrasaient le peuple d'impôts, proscrivant la religion et les mœurs, et introduisant dans la société les erreurs et la corruption ; de pompeux philosophes discouaient avec éloquence sur leur siècle, analysant, dissertant, faisant la satire des uns, le panygérique des autres, mais la société inerte et sans force ne pouvait faire un pas en avant... Elle mourait à petit feu.

Douze pauvres pêcheurs entreprirent de donner un avenir au monde, et ils le lui donnèrent ! Quelle était donc la force de ces prédicateurs qui s'en allaient annonçant de par le Christ la bonne nouvelle aux nations ? Comment versèrent-ils la vie dans les veines de cette société qui n'était déjà plus qu'un cadavre ? C'est que ces douze pêcheurs rappelaient dans les cœurs la morale qui en était exilée et reformaient les mœurs de la famille, cette pierre angulaire de la société. Au lieu de violenter ou de corrompre, ils purifiaient. Au lieu de refaire des lois, ils refaisaient les hommes. Ils enseignaient à chacun les devoirs de son état, de sa position, et apprenaient à tous que dans toutes les situations on peut vivre, parce que dans toutes les situations on peut trouver la paix et le bonheur. A leur voix les mauvais fils devenaient bons fils, les mauvais pères, bons pères, le mariage se relevait chaste et pur, le pauvre et le faible n'étaient plus rangés au dessous de l'humanité, ni le riche et le puissant au-dessus. L'ouvrier n'était plus envieux du maître, ni le maître dédaigneux envers l'ouvrier. Dans les familles il y avait des vertus, dès lors il y en eut dans la cité, et le monde sortant de sa défaillance reprit sa marche et put avancer.

Ce qui fut fait alors il faut le refaire ; unissons nos efforts pour reformer la société, non en la bouleversant, non en la tyrannissant, non en formulant de brillantes utopies, mais reformons-la en commençant par le principe de tout, par l'intelligence et la conscience humaine en ramenant sur son cœur attiédi le soleil de l'Evangile.

Encore une fois, jeunes hommes, et vous chefs de famille, citoyens de tous les états, amis du progrès social, unissons-nous fermement, que tous nos efforts parviennent à faire asseoir la sagesse du christianisme sur le trône de l'intelligence, la moralité dans le fond des consciences. Serez-vous sourds à cette voix sublime du Christ qui vous crie : *Levez-vous et marchez !!!*

## Résultat des Elections.

Aux yeux des modérés, des partisans douteux de la République, de tous ceux qui n'ont pas compris la portée de la révolution

de Février, les élections sont excellentes. Les républicains sages et sincères les trouvent faibles, et ils ont raison. Il n'y a pas dans l'Assemblée constituante assez de démocrates ; les opinions de la gauche et du centre gauche y domineront. Et comment peut-on croire que les hommes qui ne voyaient pas au delà de M. Thiers ou de M. Barrot soient aptes à constituer notre République sur la triple base de l'égalité, de la liberté et de la fraternité ? Les départements n'étaient pas au niveau de Paris, le fait est certain. Mais on peut croire qu'ils auraient élu un bien plus grand nombre de républicains démocrates, si les commissaires de M. Ledru-Rollin et ses maladroitesses circulaires n'avaient jeté partout le mécontentement et l'effroi. Le mal par lui fait, nous le craignons, portera des fruits amers. La constitution qu'on nous donnera sera boiteuse et incomplète, et c'est toujours chose fâcheuse que de donner à un peuple des institutions insuffisantes. Dieu veuille que nos prévisions soient en défaut, qu'il protège toujours notre belle patrie !

## La Question Financière.

C'est la grande difficulté du moment, et il n'est pas probable qu'elle reçoive de sitôt une solution. Depuis deux mois, la situation s'est empirée, et le Gouvernement provisoire n'a pas su mettre sa dictature à profit pour tirer de la France les ressources qu'elle recèle dans son sein. On a augmenté certains impôts, on en a créé d'autres, on en a supprimé quelques uns, et il résulte des mesures financières décrétées par le Gouvernement provisoire, sans système, avec précipitation : 1° que le revenu de l'Etat sera, pour 1849, diminué d'un tiers ; 2° qu'on a déplacé la misère en l'agrandissant ; 3° que la science financière de nos hommes d'Etat se borne à prendre l'argent dans une poche pour le mettre dans d'autres. — Or, un gouvernement basé sur la fraternité et qui se propose le bien-être de tous, ne favorise pas une classe au détriment d'une autre. Un gouvernement vraiment populaire eût fait jaillir du sol si fécond de notre pays, les richesses et les ressources que ne donnent pas des remèdes empiriques et des décrets non suffisamment mûris. Nous dirons dans notre prochain numéro les moyens de relever le crédit et de mettre à la disposition de l'industrie et du travail les capitaux qui lui manquent.

## Vérités à répéter à satiété.

Une République douce, honnête, économique, impartiale, artistique, libérale, clémentine, est la seule qui puisse être proclamée, la seule qui puisse vivre.

Nos mœurs sont humaines, faciles, indulgentes ; il faut les respecter.

Le parti des honnêtes gens, trop longtemps sacrifié aux faiseurs et aux habiles, relève la tête et n'accordera son appui qu'à ceux qui compteront avec lui.

Le contribuable, pressuré depuis dix-huit ans, ne veut plus admettre que des dépenses irréprochables.

Les victimes des lois de septembre et des autres lois dynastiques exigent impérieusement une justice incorruptible et nationale.

La France est trop éclairée, trop délicate, trop sensuelle, pour vivre sans arts, sans lettres et sans luxe.

Le pays a eu trop d'exemples de vengeances politiques devant les yeux depuis cinquante années, pour se rallier à tout gouvernement qui ne confondra pas dans le même amour, royalistes, bonapartistes et républicains.

La proscription des Girondins, le meurtre du maréchal Ney, les fureurs de Trestaillons plaident pour tous.

Il faut le répéter à tous et à chacun, la confiance qui seule peut faire revivre le commerce et ranimer les affaires, ne renaitra qu'à ces trois conditions :

Il ne faut pas qu'il tombe un cheveu de la tête du plus dynastique.



Il ne faut pas qu'on brûle la plus vieille culotte du plus vieux bonapartiste;

Il ne faut pas qu'on touche à la dernière perruque du dernier légitimiste.

La nation ne connaît plus de partis: elle veut l'ordre dans la liberté.

Au nom de tous les citoyens, n'oublions pas que le mot de *fraternité* fait partie de la devise de la République française. Point de délation, point de listes de suspects! Les délateurs d'aujourd'hui pourraient être les suspects de demain!

(La Liberté.)

### La presse depuis le 24 février.

Rien de curieux comme la physionomie du journalisme depuis que les pavés des barricades ont rendu la liberté à la presse et l'ont délivrée des entraves que les lois fiscales de l'ancien régime mettaient à son développement. Il y a une quantité de nouveaux journaux, et quel que soit leur nombre, on peut dire qu'il est encore au dessous des besoins de la consommation; on ne vit plus que de politique aujourd'hui; on emploie ses épargnes en achat de journaux. On en lit deux, trois, on les lit tous! L'esprit est insatiable: vingt fois il faut qu'il se repaie des mêmes idées, des mêmes événements. C'est qu'à vrai dire, l'humanité n'est pas encore entrée dans une période de développement qui touche à tant d'existences et à tant d'intérêts.

Nous allons essayer de nommer quelques uns des journaux que la Révolution sociale de février a fait naître: nous déclarons à l'avance que notre nomenclature sera incomplète. D'ailleurs, quelques uns auront peut-être cessé de vivre au moment où le nôtre fera son entrée dans le monde.

C'est d'abord LA RÉPUBLIQUE, rédigée par un hellène, M. Barest. M. Barest est un homme qui sait beaucoup: les numéros de son journal que nous avons lus étaient satisfaisants.

LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, rédacteur M. Hippolyte Castille. Ce journal ne paraît plus, nous laisserons en paix ses cendres.

LA VRAIE RÉPUBLIQUE, publiée par M. Thoré. Ce sera un fort bon journal, si M. Thoré s'occupe moins d'art et un peu plus de politique.

LE REPRÉSENTANT DU PEUPLE, par Proudhon, l'énergique écrivain qui définissait ainsi la propriété: « La propriété, c'est le vol! » — Nous déclarons qu'à nos yeux c'est là l'organe le plus remarquable du socialisme. M. Proudhon est un écrivain d'un grand talent, dont la logique serrée a souvent l'allure du paradoxe, mais qui a l'instimable talent des grands écrivains: celui de faire penser. — Puisse-t-il, comme nous l'espérons, être un faux prophète de l'avenir! — C'est un malheur pour le pays de ne pas avoir envoyé Proudhon à l'Assemblée constituante. Nous pensons que l'influence de son journal sera grande d'ici à peu de temps, s'il continue à y dépenser autant de verve et de science.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE, 27,000 exemplaires par jour, rédacteur en chef Lavalette. — Journal bien fait, aux allures aristocratiques, ami de l'ordre et de la liberté, partisan en théorie de l'égalité, de la fraternité ni en théorie ni en pratique. On dit que MM. Thiers, Barrot, Duvergier de Hauranne participent à sa rédaction.

L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE, par Lamennais et Pascal Duprat. Ce journal est tout-à-fait intolérant, aime peu les innovations, et fait la guerre au socialisme. Or, le socialisme est assez vivace pour triompher de toutes les attaques; seulement, il préférerait compter parmi ses partisans un cœur aussi noble et une aussi haute intelligence que Lamennais.

LA COMMUNE DE PARIS, rédacteurs les citoyens Cahaigne et Sobrier, 16, rue de Rivoli, hôtel de l'ancienne liste civile de la ci-devant duchesse d'Orléans. La Commune de Paris est-elle pour ou contre la majorité du gouvernement provisoire? Quel est son drapeau? Du reste, nous devons dire que le citoyen Sobrier, tant attaqué depuis deux mois, est un parfait honnête homme, que ses intentions sont bonnes, et qu'il n'a qu'un tort, celui d'aimer trop à se mettre en évidence.

LE PÈRE DUCHESNE. — Il est... joliment en colère aujourd'hui le Père Duchesne, etc., etc. Journal écrit sagement. Il affecte même des allures de style aristocratiques, à la différence de son devancier. Il y a entre ce dernier et lui toute la distance qui existe entre le républicain farouche et sanguinaire de 93, et le républicain tolérant et bien appris de 1848.

LA LIBERTÉ, par une commandite, où nous retrouvons les noms bien connus de MM. Lepoitevin Saint-Alme et Dufacq.

Enfin, il est encore d'autres journaux apparus depuis la profonde commotion de Février. Mais notre nomenclature nous a pris assez d'espace pour que nous nous arrêtons là aujourd'hui.

La pensée des hommes qui gouvernent en ce moment la France est celle-ci: heureuse la France, si on lui déclare la guerre, et si on la contraint ainsi à grandir en force et en gloire, malgré sa modération! Responsabilité terrible à la France si la République déclare elle-même la guerre sans y être provoquée! Dans le premier cas, son génie martial, son impatience d'action, sa force accumulée pendant tant d'années de paix, la rendraient invincible chez elle, redoutable peut-être au delà de ses frontières. Dans le second cas, elle tournerait contre elle les souvenirs de ses conquêtes, qui désaffectionnent les nationalités, et elle compromettrait sa première et sa plus universelle alliance: l'esprit des peuples et le génie de la civilisation.

Ce n'est pas la patrie qui court les plus grands dangers dans la guerre, c'est la liberté. La guerre est presque toujours une dictature. Les soldats oublient les institutions pour les hommes; les trônes tentent les ambitieux; la gloire éblouit le patriotisme; le prestige d'un nom victorieux voile l'attentat contre la souveraineté nationale. La République veut de la gloire, sans doute, mais elle la veut pour elle-même, et non pour des César ou des Napoléon!

LAMARTINE.

L'agriculture en France a été fort négligée; elle a besoin d'être régénérée. Le gouvernement s'occupera bientôt de cette question vitale. Mais une régénération de l'agriculture chez nous doit rencontrer des difficultés: on ne lutte pas sans peine contre des habitudes prises, des goûts formés; une modification de nos lois de finances avec quelques dispositions des lois civiles, serait urgente. L'agriculture est susceptible de produire davantage, ses produits peuvent devenir meilleurs, et il sera aisé de diminuer les frais de culture.

L'avenir de l'agriculture dépend des mesures qui seront prises pour arriver à ce résultat. Beaucoup peuvent être utiles; les plus essentielles, celles qu'il est de toute nécessité d'adopter, seraient les suivantes:

- 1° Répandre dans les campagnes des connaissances spéciales;
- 2° Faire de l'agriculture une science utile autant qu'agréable;
- 3° Rallier à elle tous les hommes éminents et actifs, utiliser les hommes sans ressources et dangereux;
- 4° Encourager les meilleurs modes de culture, les meilleures productions, les moyens de tirer sur place le meilleur parti des produits de la terre;
- 5° Affecter les fonds des communes, ceux des départements et les secours de l'État jusque là absorbés dans des travaux d'art ou d'agrément qui ne profitent qu'aux villes, aux besoins de l'agriculture, notamment à la confection de bonnes voies de communication;

6° N'exiger aucun droit d'octroi à la frontière pour toutes les matières susceptibles d'être utilement employées en agriculture, ou pouvant servir à la consommation de provenance de pays qui voudraient recevoir aux mêmes conditions tous les produits de notre agriculture bruts ou travaillés;

7° Affranchir d'impôts tout ce qui peut servir d'amendement à la terre, diminuer les charges de la propriété;

8° Enfin créer un mode de crédit favorable à la propriété.

Nous développerons chacune de ces mesures, distinctement, dans les prochains numéros de ce journal.

### Les hommes du Gouvernement provisoire.

Parmi les membres du Gouvernement provisoire, il y en a plusieurs qui sont fort connus, quelques-uns qui le sont un peu, d'autres qui ne le sont pas du tout, ou qui du moins ne l'étaient pas avant la dernière révolution. Sans vouloir faire la biographie des onze personnages, courageux ou audacieux, qui ont accepté ou pris le pouvoir au milieu des barricades de Février, on lira sans doute avec intérêt quelques détails sur plusieurs d'entre eux. Il est bon d'ailleurs que l'Assemblée Nationale connaisse les hommes qui doivent lui remettre ce pouvoir, déposé provisoirement dans leurs mains, pour qu'elle soit à même de mieux apprécier la portée de leurs actes, et ce qu'elle peut en attendre dans l'avenir.

On peut croire que si le Gouvernement provisoire n'avait pas compté Lamartine parmi ses membres, il n'aurait pas reçu du peuple l'adhésion complète et unanime qui a accueilli son avènement, aussi bien dans les départements qu'à Paris. A part M. de Lamartine, aucun de ses collègues n'avait une illustration personnelle assez grande pour pouvoir s'imposer à ce noble pays qu'on nomme la France. Le nom de Lamartine a fait accepter tous les autres.

Donc, en commençant par Lamartine l'esquisse que nous voulons tracer des hommes du Gouvernement provisoire, nous ne faisons qu'une chose parfaitement rationnelle. *Ab Jove principium.*

M. Lamartine est poète et historien, nous pourrions dire grand poète et grand historien. Par dessus tout, c'est un honnête homme, et, à la honte de notre siècle, cette qualité est assez rare pour qu'il convienne de la signaler partout où on la rencontre. Patricien par la naissance comme par les manières, Lamartine est révolutionnaire par raison, démocrate par le cœur. Sous l'ancien

gouvernement, son opposition parlementaire a toujours eu un caractère élevé. Contrairement aux eunuques de la gauche, il attaquait les choses et non les hommes; il ne visait pas à remplacer M. Guizot ou M. Thiers. Il entrevoyait un nouvel ordre social, à la fondation duquel il voulait contribuer.

Aujourd'hui, la cause de la République est définitivement gagnée. C'est à la sagesse et à la fermeté de Lamartine qu'on doit son triomphe, un instant compromis par les rêves des utopistes, les exagérations des plagiaires, les prétentions des médiocrités envieuses. L'éclatant hommage que la France entière vient de rendre au caractère de Lamartine, dit assez les destinées auxquelles il est appelé. On raconte que la célèbre miss Stanhope lui prédit un jour, au fond des déserts, qu'il serait l'émule de Washington. La prédiction doit s'accomplir, et ce ne sera pas un des moindres bonheurs de notre jeune République que d'avoir à sa tête un homme admiré de tous les peuples, dont le nom a rallié autour du gouvernement provisoire toutes les sympathies, et a fait accepter l'établissement de la République comme une ère nouvelle de bonheur pour l'humanité.

L'homme le plus marquant du Gouvernement provisoire, après Lamartine, est sans contredit M. Armand Marrast. Son caractère s'est élevé avec la mission qu'il a acceptée au milieu des circonstances redoutables créées par la révolution de Février. Il n'a pas été au dessous des espérances que ses amis avaient placées dans sa capacité et son énergie. C'est Marrast, dit-on, qui a sauvé le Gouvernement provisoire le 16 avril dernier, en prenant sur lui de faire convoquer la garde nationale. Homme d'un esprit éminent, d'une facilité de travail incomparable, il est né journaliste, comme Lamartine est né poète. Rédacteur de la Tribune après 1830, il eut souvent des lances à rompre contre Armand Carrel, dont la ligne politique, à cette époque, ne paraissait pas assez nettement dessinée. La Tribune était alors au National ce que plus tard la Réforme fut au journal de la rue Lepelletier, rédigé depuis 1840 par Armand Marrast. Condamné d'avril, l'un des évadés de Sainte-Pélagie, Marrast, au retour de l'exil, n'avait rien perdu de ses convictions républicaines; le temps les avait mûries en leur enlevant ce qu'elles avaient d'extrême.

On sait l'éclat que, durant huit années, il a jeté sur la rédaction du National. On peut dire que ce journal, traîné de procès en procès par le gouvernement déchu, n'a vécu que grâce au talent d'Armand Marrast. Grand fumeur, il rédige ses articles, et aujourd'hui ses décrets, au milieu du tumulte et du bruit des conversations, auxquels il prend part, tout en écrivant, et qu'il égaye souvent par des récits comme lui seul en sait faire. On assure que M. A. Marrast a suscité contre lui des inimitiés nombreuses et des rancunes pleines de fiel, au sein même du vieux parti républicain. Mais il est douteux qu'elles aient le moindre fondement, et que le reproche fait à ses opinions politiques de manquer de sincérité soit mérité. Comment croire qu'un homme qui, depuis vingt ans, n'a pas varié, ne soit pas sincère? Comment supposer qu'il n'y ait chez M. Marrast que l'étoffe d'un artiste et qu'il soit dépourvu des qualités d'un homme d'État? Chef de l'école du National, de cette école un peu hautaine et talons rouges, styliste de premier ordre, et polémiste sans rival, en voilà bien assez pour expliquer les passions haineuses et jalouses soulevées autour de lui, avant et depuis la révolution, parmi les sans-culottes du vieux parti et les médiocrités de tout genre qu'il a baffouées ou flétries. Les électeurs de Paris et les républicains honnêtes viennent de prouver à M. Marrast en le mettant le 5<sup>e</sup> sur la liste des représentants de la Seine, qu'ils avaient foi en lui, et qu'ils savaient reconnaître les services par lui rendus à la chose publique depuis deux mois. Nous sommes convaincus qu'il sera l'un des hommes importants de l'Assemblée Nationale, et que son influence et ses précieuses facultés grandiront avec les événements.

MM. Lamartine et Marrast sont les chefs de ce qu'on est convenu d'appeler la majorité du gouvernement provisoire, partagé, comme on sait, en deux camps bien distincts. Aussi dirons-nous peu de choses sur les autres membres qui appartiennent à la majorité, et qui sont: les citoyens Dupont de l'Eure, connu de la France entière par sa probité proverbiale et sa vertu chantée par Béranger; — Garnier-Pagès dont le passage aux affaires a été marqué par beaucoup de fautes, animé d'excellentes intentions, mais qu'on a eu le tort de croire si fort capable, uniquement parce que son frère, le regrettable Garnier-Pagès aîné, était un homme éminent. M. Garnier-Pagès est l'ami intime de M. Duclerc, écrivain correct, esprit studieux et étendu, qu'il s'est hâté de faire sous-secrétaire d'État au Ministère des Finances; — Crémieux, ancien avocat à la Cour de cassation, puis à la Cour d'appel de Paris, qui longtemps a frappé au conseil de discipline de l'ordre des avocats, devenu ministre de la Justice, sous le règne de la République, comme il l'eût été sous la monarchie ou



régence, orateur plein de ressources et de fécondité, ami de Rotschild, son coreligionnaire, et qui a traité la magistrature avec un tact et un discernement qu'on croyait n'appartenir qu'à Ledru-Rollin; — Arago, chef de la dynastie des Arago, qui était beaucoup mieux placé à l'observatoire, excellent homme, dont le nom, comme celui de Dupont de l'Eure, n'est qu'un drapeau, réputation de science et de probité sous laquelle se sont égarés les radicaux, ministre de la Marine avec M. Schœlcher, de la Guerre avec M. Charras, et dont la République ne songera à faire un président que lorsqu'elle sera bien assise et bien consacrée; — Marie, ministre des Travaux publics, esprit raide, nature de doctrinaire, avocat du *National*, auquel il doit sa réputation, orateur métaphysicien, plein de morgue et de prétentions, dont les échecs, dans l'ancienne chambre des députés, n'étonnaient que ceux qui ne le connaissaient pas; honnête homme en reste, que la République renverra au Palais quand elle voudra donner aux Travaux publics l'impulsion qu'ils réclament et qu'il ne saurait leur imprimer.

M. Ledru-Rollin est le chef apparent de la minorité du Gouvernement provisoire, à laquelle appartiennent MM. Flocon, Louis Blanc et Albert. C'est un homme de 38 ans environ, ancien avocat à la cour royale, ayant plus tard acheté la charge de M. Dalloz à la cour de cassation, fondateur du *Journal du Palais*, du *Droit*, *Gazette des Tribunaux*, de l'*Égalité*, journal démocratique, avorté dans les mains de M. Olivier, le bras droit de M. Ledru-Rollin. M. Ledru-Rollin a une humeur inquiète qui l'entraîne incessamment de désir en désir et d'entreprise en entreprise; on lui accorde généralement des passions généreuses mais faciles à égarer, faute d'une raison supérieure qui les dirige et les discipline. Il n'a laissé au Palais aucun souvenir comme orateur, et si parfois ses plaidoiries à la cour de cassation ont été remarquées, on n'ignorait pas qu'il puisait ses inspirations auprès d'un de ses collaborateurs aussi studieux que modeste (1). Ce serait une histoire curieuse que de raconter par quel tour de force M. Ledru est parvenu à occuper à la Chambre la place de Garnier-Pagès. Le savoir faire de M. Olivier que nous avons déjà nommé y fut pour beaucoup. Forcé d'être républicain pour se faire accepter par les électeurs du Mans, M. Ledru-Rollin entra à la Chambre des députés en véritable tapageur, la lance au poing et la devise de la démocratie gravée sur son écu. On fit à cette époque courir le bruit que le successeur de Garnier-Pagès n'avait pas toujours eu ces convictions ardentes, que même, peu de temps avant son élection, ses opinions allaient tout au plus jusqu'à M. Barrot. Mais nous devons dire que ce bruit ne nous a jamais paru bien établi. Bref, ceux qui connaissaient M. Ledru-Rollin n'ont pas été surpris de le voir accumuler faute sur faute, aussitôt que le pouvoir fut tombé dans ses mains. Si les élections des départements sont douteuses, c'est à lui qu'on le doit. Il a eu le tort immense d'envoyer dans les départements là des gens méprisables, ici des énergumènes, des philippistes ou des amis avoués de M. Génie, qui ont épouvanté la province si chatouilleuse à l'endroit de l'honneur; et de l'épouvanté à la réaction il n'y avait pas d'épaisseur d'un cheveu. Notez à tout cela des commissaires extraordinaires superposés sur les commissaires envoyés dans chaque département, et vous aurez une idée du gâchis qui peut sortir de la tête de M. Ledru-Rollin. On se rappelle que, le lendemain de la Révolution de février, M. Ledru-Rollin assistait aux funérailles des héros morts pour l'égalité, en calèche découverte, laquais derrière, laquais devant. Il s'est cru l'héritier de Mirabeau, parce qu'il a la corpulence du tribun de 89. Il s'étudie même à en imiter les poses théâtrales, et il n'a pas vu qu'à une époque profondément égalitaire, alors qu'une ère de probité et de vertu commence, c'est le dernier des modèles qu'il eût dû se choisir.

Un des malheurs de ce membre du Gouvernement est de n'avoir jamais su choisir ses conseils. On est son ami pourvu qu'on le flatte. Ses prétendus amis ont bien souvent et bien cruellement exploité sa faiblesse, et la fortune de M. Ledru-Rollin sait seule ce que coûte l'ambition de jouer un rôle sur les tréteaux du forum.

Louis Blanc est l'autre chef de la minorité. Inférieur à sa réputation, mais supérieur à la fortune qui lui a été si contraire depuis deux mois, c'est un homme après tout d'un incontestable talent. Tandis que M. Marrast grandissait dans la chaude atmosphère de l'Hôtel-de-Ville, les amis de Louis Blanc ont vu avec douleur qu'il se rapetissait sous l'empire de je ne sais quelles impraticables rêveries. Le malheur des révolutions c'est d'arriver à l'improvisiste, de porter aux affaires des hommes souvent bien intentionnés,

mais auxquels manque la pratique des affaires. La société est une transaction; l'art de gouverner une suite de transaction. Vouloir imposer des systèmes nouveaux tout d'un coup, c'est œuvre d'étourderie, c'est reculer le progrès. Louis Blanc n'a pas marché depuis dix ans; c'est toujours le rédacteur du *Bon-Sens* qui parle, harangue et fait des proclamations; l'élève de Dupont, grand esprit et noble cœur, devenu misanthrope et enfoncé dans je ne sais quel coin des Landes. Des motifs infiniment honorables ont porté M. Blanc à quitter la rédaction de ce journal; il a préféré rester pauvre plutôt que de fausser l'opinion publique. Ayant ensuite écrit l'*Histoire de Dix ans*, il a montré dans cette œuvre les qualités de l'historien jointes à celles du pamphlétaire; mais nous devons le dire, son *Histoire de la Révolution* est bien loin de celle de Lamartine.

Les idées dans lesquelles s'est enfoncé M. Blanc depuis dix ans sont celles-ci : détruire l'antagonisme des classes et la concurrence qui opprime l'industrie pour substituer à ces principes l'organisation et l'association. Nous reconnaissons qu'il faut réprimer la concurrence, c'est-à-dire l'anarchie, anéantir la tyrannie du capital et l'associer au travail; mais vouloir exagérer ce principe, vouloir mettre la société en régie, c'est-à-dire détruire l'individualité humaine, voilà qui est illogique et parfaitement impraticable. Les essais qui ont lieu depuis deux mois donnent tort à la théorie de M. Blanc.

Nous n'oublierons jamais avec quelle ardeur M. Louis Blanc poursuivait son admission parmi les membres du Gouvernement provisoire le 24 février, alors que le peuple se ruait sur le Palais-National et les Tuileries, lui, portant l'uniforme de garde national, armé d'un fusil qui le dépassait de toute la baïonnette, il soutenait sa candidature dans les bureaux de la rue Lepelletier avec une véhémence qui faisait douter de la sincérité des convictions et de son abnégation à la chose publique. Après tout, nous aimons M. Blanc, et nous ne craignons pas de le dire, les fumées du triomphe ont pu l'enivrer; mais il a de l'avenir, son intelligence a des horizons bien plus vastes que celui de son collègue M. Ledru-Rollin.

Frère de Charles Blanc, qu'on s'est hâté de nommer directeur des Beaux-Arts, il n'a pas su se tenir en garde contre les sollicitations. Il a permis à ses amis de se jeter en faméliques sur les emplois, et cette faute qui lui est commune avec d'autres membres du Gouvernement provisoire, n'a pas peu contribué à ternir les premiers jours de notre République.

Nous avons dit en commençant que parmi les membres du Gouvernement provisoire il y en avait de tout à fait inconnus. MM. Albert et Ferd. Flocon sont de ce nombre. A Paris, personne n'avait entendu parler de M. Albert avant le 24 février dernier. Il s'est trouvé porté au pouvoir nous ne savons comment. Son passage aux affaires l'a-t-il fait connaître plus qu'il n'était avant la révolution? Toujours est-il qu'il a mis beaucoup de zèle et de dévouement.

Le citoyen Flocon n'était guère connu des démocrates avant l'apparition du journal *la Réforme* qu'il rédigeait en chef avant son entrée au Gouvernement provisoire. Ceux qui ont figuré dans la presse et dans nos luttes politiques avant 1840, n'ont pas souvenir de M. Flocon. Il paraît qu'à cette époque il était consul en Valachie, on ajoute même qu'il a publié une description de ce pays. Les grands démocrates des premières années de 1830, le tant regrettable Cavaignac, Bastide, Guinand, Raspail, étaient loin de se douter que ce dernier venu aurait eu une si large part aux fruits de leurs combats.

Somme toute, le Gouvernement provisoire, on ne peut le nier, a rendu d'immenses services au pays dans les circonstances difficiles où nous nous trouvons placés, et son plus beau titre de gloire sera d'avoir sauvé la France de l'anarchie et de la guerre civile. La France lui en sera reconnaissante.

La lettre suivante a été adressée à M. le Maire des Batignolles.

CITOYEN MAIRE,

Les ressources de la commune, absorbées par les besoins qu'exigent impérieusement les circonstances, ne vous permettent pas de faire pour les malheureux qui souffrent et qui ont faim, tout ce que bien certainement votre cœur désirerait.

Il faut que tous les citoyens à qui leur position permet quelque sacrifice vous viennent en aide. C'est plus qu'une nécessité, c'est un devoir. Il n'y a pas, à mon sens, deux façons de comprendre la fraternité. Prodigions moins le mot et agissons un peu plus d'après ce divin précepte.

L'Évangile n'est-il pas le premier code de la démocratie? La doctrine du Christ n'est-elle pas la grande loi fondamentale des peuples? Aidons-nous donc les uns les autres. Pour ma part, je ne crois pas pouvoir mieux inaugurer la publication de mon journal qu'en faisant à mes frères nécessiteux et malades, non pas une aumône, mais un don d'urgence.

J'ai l'honneur, en conséquence, de mettre dès ce jour à votre disposition, DEUX CENTS livres de pain et cinquante litres de bouillon gras.

Jelaisse à votre sollicitude éclairée le soin de les distribuer comme il conviendra. — C'est ma première offrande et je ne m'en tiendrai pas là. Espérons que les imitateurs ne manqueront pas. Aux nobles cœurs le bon exemple est contagieux.

Salut fraternel,  
Le Rédacteur en chef de l'*Écho du Peuple*,  
HONORÉ ARNOUL.

#### Aux gardes nationaux de la banlieue.

CITOYENS,

Le Gouvernement provisoire a décrété qu'il habillerait aux frais de l'État ceux d'entre nous qui ne pourraient faire les dépenses nécessaires. Cette charge sera lourde au Gouvernement qui a besoin, dans ce moment, de toutes ses ressources pour parer aux besoins de tant de services.

Que chaque compagnie se cotise et habille le plus d'hommes qu'elle pourra!

Que chaque compagnie s'entende avec un tailleur qui fournira un certain nombre d'habillements, avec un chapelier qui fournira les schakos, moyennant une petite somme comptant, et le reste par pactes mensuels. Quel est le citoyen qui ne trouvera le moyen d'économiser 5 fr. par mois, pour se libérer de l'avance que lui aura faite sa compagnie, afin d'acquiescer son équipement de garde national? Cet équipement deviendra ainsi sa propriété: il ne le devra qu'à ses propres économies; sa bourse et sa famille n'en auront pas souffert, non plus que son amour-propre.

Le fournisseur n'aura aucune crainte de non paiement, car nous serons tous solidaires responsables.

J'offre, pour ce qui me concerne, de vêtir et d'équiper, dans ces mêmes conditions, deux gardes nationaux de la 6<sup>e</sup> compagnie. Je ne veux même pas savoir leurs noms, car j'ai foi en la loyauté et aux sentiments honnêtes de tous mes camarades.

HONORÉ ARNOUL.

Au moment de mettre sous presse, on nous communique un projet soumis au Gouvernement provisoire par le citoyen Henry Mailly, 8 rue Bénard, aux Batignolles, relatif au mode à suivre pour l'équipement des gardes nationaux peu aisés. Ce projet que nous avons sous les yeux, inspiré par un patriotisme sincère, diffère de notre proposition en ce sens qu'au lieu de faire les compagnies solidaires du paiement aux fournisseurs, c'est l'État qui serait responsable des non-valeurs. — De plus, M. Mailly demande que toutes les fournitures soient faites au moyen d'une adjudication au rabais, pour tout arrondissement du département de la Seine. Nous croyons cette mesure bonne, chaque citoyen ayant la facilité de s'équiper à peu de frais et de se libérer par douzièmes, sous la garantie de l'État, il sera aisé de trouver des Fournisseurs accommodants, et l'État sera dégrevé d'une charge que la situation financière rend bien lourde pour le moment. Le projet de M. Mailly mérite l'attention du Gouvernement et des chefs de légion de la garde nationale.

#### FAITS DIVERS.

On dit que M. Droux, maire des Batignolles, a résigné ses fonctions.

— On nous annonce la prochaine organisation d'un nouveau club aux Batignolles. Si le fait qu'on nous rapporte est vrai, nous aurions droit de nous étonner que la personne à laquelle revient l'honneur de cette idée, se portât à la présidence. Le citoyen dont il s'agit est trop notoirement connu en certains lieux: nous lui conseillons, dans son intérêt, de rester à l'ombre; le règne de son idole Henri V n'est pas près d'arriver, Dieu merci, et toute l'éloquence gasconne du particulier en question ne changera rien à l'ordre de choses actuel. Il y a vraiment des gens étonnants; ils croient bonnement, parce que la prison de Clichy n'existe plus, qu'ils ont le droit de porter haut le front, et d'éclabousser tout le monde sans crier gare! Et votre conscience? et votre honneur! qu'en avez-vous fait? — Quand on prend l'épée du commandement, cette épée doit être vierge de toute rouille. Il faut à la tête d'un club républicain des hommes purs, et que des malheurs dans les affaires ne forcent pas à chercher un refuge à cent lieues de leur pays.

— Le gamin de Paris paraît vouloir centraliser tous les traits piquants. Cependant, voici une saillie d'un gamin de La Chapelle Saint-Denis, qui décèle chez son auteur un esprit des plus précoces et des plus narquois. Dernièrement, le susdit gamin, qui fréquente l'école des Frères, rencontrant M. le curé, chargé de lui enseigner le catéchisme, passa près de lui sans le saluer. Le curé, assez surpris, l'arrêta et lui reprocha avec douceur ce manque de politesse; mais celui-ci, sans se déconcerter, lui répliqua vivement: « Ne m'avez-vous pas dit ce matin, M. le curé, hors l'église, point de salut? Il me semble que nous sommes dans la rue. » Charmé de cette sortie, M. l'abbé M., qui se connaît en traits d'esprit, lui donna une petite tape sur la joue et lui dit: « Tu

(1) M. Jamet, jurisconsulte profond, dont les articles dans le *Moniteur*, sur les théâtres, sont loin de laisser soupçonner la science profonde.



comprendras plus tard, mon ami, que la lettre tue et que l'esprit vivifie. »

— Par une singularité remarquable, le milieu de chacun des dix-huit siècles déjà écoulés depuis l'ère chrétienne a offert des séries d'événements de la plus haute importance pour les destinées de l'Europe et de la France en particulier.

En l'an 54, c'est Néron qui embrase Rome.

En l'an 150, c'est la coalition des peuples du Nord contre Rome.

En l'an 250, c'est l'irruption des Goths en Orient.

En l'an 350, les Francs arrivent en Gaule.

En l'an 553, c'est la chute de l'empire des Ostrogoths en Italie.

En l'an 651, c'est l'invasion des Arabes en Orient.

En l'an 752, c'est Pépin qui fonde une dynastie.

En l'an 843, c'est la paix de Verdun et le partage du royaume des Francs.

En l'an 961, Othon-le-Grand unit l'Italie à l'Allemagne et rétablit la dignité impériale.

En l'an 1056, Milan devient république.

En l'an 1150, c'est Abeilard qui élève l'enseignement public à son apogée; ce sont les croisades; Moscou est fondée.

En l'an 1248, c'est la croisade de saint Louis.

En l'an 1349, la peste désole l'Europe.

En l'an 1453, c'est la prise de Constantinople par les Grecs.

En l'an 1550, c'est le luthérianisme qui trouble l'église.

En l'an 1640, c'est la décapitation de Charles I<sup>er</sup>, en Angleterre.

En l'an 1750, c'est l'école philosophique qui jette partout de nouveaux germes de révolution.

En l'an 1848, la France devient république.

— Un plaisant propose au gouvernement provisoire de mettre une taxe sur les cercueils « objet, dit-il, d'une nécessité indispensable, et qui aurait l'avantage rare, de ne pas faire crier les con-sommateurs ».

— On montre en ce moment à Colton, dans le Devonshire, une feuille de papier à la mécanique, qui a près de trois quarts de lieue de longueur, un peu plus d'un mètre de largeur et pèse 90 livres.

Combien d'auteurs s'y trouveraient encore à l'étroit!

— Un observateur a fait le calcul, d'après les almanachs de Paris et des départements, qu'il existe en France 1,700,843 médecins, et 1,400,551 malades seulement. D'un autre côté il y a 1,900,403 avocats, et les rôles ne portent que 998,000 causes à plaider. Si les 902,403 avocats oisifs ne tombent pas malades de chagrin, voilà 300,192 médecins qui vont rester les bras croisés.

— Un ouvrier menuisier nous adresse un poème sur lequel il nous demande conseil avant de le faire paraître: voici notre réponse:

Ce menuisier n'est pas un sot;  
J'ignore son nom et son âge;  
Mais je lui dis que son ouvrage  
A besoin d'un coup de rabot.

Cela fait, nous lui ouvrirons très volontiers nos colonnes.

— Le Gouvernement provisoire a décrété la refonte générale des monnaies de cuivre, de métal de cloche et de bronze fabriquées, comme on sait, depuis plus d'un demi-siècle.

Un second décret porte qu'il sera fabriqué des pièces d'or à l'effigie de la République, de 40 fr., 20 fr., 10 fr.; des pièces d'argent de 5 fr., 1 fr., 50 c. et 20 c.; enfin des pièces de cuivre de 10 c., 5 c., 2 et 1 c.

La fabrication de la nouvelle monnaie de cuivre commencera aussitôt après la clôture des opérations du concours qui va être ouvert pour la gravure du type des monnaies nationales.

— Le National publie, dans son numéro du 5 mai, un projet de Constitution républicaine présenté par M. Lamennais.

Ce projet contient 188 articles. La Charte de 1814 n'en avait que 76, dont les deux derniers étaient transitoires. Celle de 1830 n'était pas plus longue. La Constitution consulaire avait 95 articles. Il est à remarquer pourtant que la Constitution de 91 et celle de l'an III sont beaucoup plus volumineuses que le travail de M. Lamennais.

Un article qui nous a surtout frappés, est celui qui proclame la

liberté des cultes, mais il veut que l'Etat n'en salarie aucun. La question est grave et mérite la discussion. Nous reviendrons sur ces principaux articles et sur leurs plus importantes dispositions.

— Le projet de Constitution élaboré par MM. Thiers et Cormenin a obtenu, dit-on, l'adhésion unanime du Gouvernement provisoire.

— Dans son discours d'installation, M. Baudouin, procureur général près la Cour d'appel d'Orléans, a fait entendre ces nobles paroles, que nous reproduisons avec bonheur, comme l'expression de notre pensée et de celle de tous les bons citoyens.

« Que les timides s'effraient de voir l'accès ouvert à toutes les doctrines, à tous les systèmes; pour nous, au contraire, c'est la sécurité de l'avenir. Laissez toutes les idées, laissez toutes les erreurs se produire sans contrainte. Le bon sens de la France veille. Ne lui faites pas l'injure de croire qu'il puisse être vaincu dans la lutte.

« L'erreur est une poussière qui sert à aiguïser et à polir les armes de la vérité.

« De cette agitation salutaire, l'ordre naîtra; non pas cet ordre apparent qui n'était que le silence de l'oppression, mais l'ordre basé sur le développement des droits et des intérêts de tous; l'ordre qui sera la réalisation du dogme proclamé par nos pères. »

## ASSEMBLÉE NATIONALE.

Ont été nommés:

Président: M. BUCHEZ.

Vice-Présidents: MM. RECURT, — CAVAGNAC, — CORBON, — GUINARD, — SÉNARD, — CORMENIN.

Secrétaires: MM. PEUPIN, — ROBERT, — DEGEORGES, — PYAT, — LACROSSE, — PEAN.

Questeurs: DEGOUSÉE, — BUREAUX DE PUZY, — NÉGRER.

## SÉANCES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

Les quelques séances qu'a eues jusqu'ici l'Assemblée Nationale ne suffisent pas pour qu'on puisse porter sur elle un jugement définitif. Ce qu'il y a de certain, c'est que le mouvement auquel nous assistons a été si irrésistible, que les vieux partis sont frappés au cœur et n'osent pas faire acte de vie. Les adeptes du centre gauche et de la gauche sous le régime déchu crient: Vive la République! aussi fort et peut-être plus fort que les vieux républicains. On a poussé dix-sept fois ce cri en deux jours. Il est temps actuellement d'agir. Les choix faits jusqu'ici par l'Assemblée sont bons, et la composition de son bureau est d'un augure favorable. Nous avouons cependant que, pour la présider, nous eussions préféré M. Trélat à M. Buchez. Trélat est un vieux et sincère démocrate, comprenant parfaitement la portée sociale de la révolution de Février, et sa nomination eût donné un caractère plus décidé aux tendances de la majorité.

Représentants du peuple, pas de plagiat! Contemplez l'avenir et détachez vos regards du passé! Que veulent dire aujourd'hui ces dénominations de montagnards, de girondins, d'aristocrates, etc., etc.? Nous sommes tous FRÈRES, et si vous voulez fonder une République forte et durable, soyez de votre temps. Ne faites rien qui ressemble aux institutions dont le passé a vécu. Il faut des institutions nouvelles à des besoins nouveaux. La France de 1848 est à cent lieues de la France de 1793. N'oubliez jamais que vous avez à organiser la paix et la liberté, si vous voulez donner au peuple le bonheur dont il est digne, et justifier les espérances qu'il a placées en vous.

## VARIÉTÉS.

### UN SUICIDE.

C'était l'hiver au village. Le vent qui descendait en tourbillonnant par la mauvaise cheminée, chassait dans la chambre des débris de toiture, des monceaux de suie, la flamme et les cendres du pale foyer devant lequel étaient assis deux vieillards, deux vieux époux. Une pluie fine et pressée pénétrait dans la chaumière.

— C'est un violent orage, dit la vieille femme à son mari; je ne me souviens pas d'en avoir entendu un semblable depuis la mort de notre fils. Pierre, si tu allumais la lampe?... j'ai peur....

— Ce n'est pas l'embarras, Marguerite, répondit le vieillard. La rafale ne me rassure guère plus que toi, car elle fait des hurlements comme si c'étaient les âmes des morts qui fussent en peine... c'est la même tempête que le jour où notre pauvre fils a trépassé!

— Notre Joseph! cher enfant! dit tristement Marguerite; quelle perte nous avons faite, et comme il nous aurait aidé dans nos vieux jours! Quel cœur! quel courage au travail! quelle affection pour nous!

— Allons, allons, Marguerite, ne pleure pas comme ça. Tu me feras l'âme. Dieu l'a voulu!

— C'est que nous sommes seuls sur la terre à présent mon pauvre Pierre!

— On n'est pas seul quand on est deux à souffrir.

Marguerite tendit dans l'ombre la main à son vieil époux, qui l'attira près de lui, et tous deux mariés de cinquante ans, ils se jetèrent dans les bras l'un de l'autre.

Cependant l'orage continuait à souffler, par la chambre, la braise du sarment qui pétillait dans l'âtre. Le feu prit à la jupe de Marguerite.

— Ah! mon Dieu! s'écria-t-elle, et elle retomba sur sa chaise. Avec ses mains amaigries le vieil époux étouffa le feu qui s'était promptement emparé des vêtements de sa compagne.

— Ce n'est rien, Marguerite; reviens à toi, femme, le feu est éteint, te voilà sauvée.

Marguerite revint de sa frayeur et pleura avec abondance.

— Mon pauvre homme, dit-elle, si j'étais morte!

— Morte! dis-tu? si tu étais morte, Marguerite, reprit le vieillard d'une voix creuse... ce n'est pas possible... Est-ce que je t'aurais laissé mourir? Regarde, le feu est éteint.

— Mais si tu n'avais pu l'éteindre, Pierre!

— Oh! en ce cas tu te doutes bien de ce que j'aurais fait.

Les deux vieux époux firent silence, et pendant un quart d'heure on n'entendit plus autre chose que le bruit des tuiles et des portes que le vent soulevait en sifflant.

Enfin, Pierre reprit ainsi:

— Marguerite, as-tu pensé quelques fois que je pouvais mourir le premier et te laisser seule?

— Et toi, est-ce que la même pensée n'est point venue t'attrister? Après tant d'années passées ensemble... se quitter pour toujours... ce serait bien pénible pour le dernier survivant.

— Oh, oui, mon Dieu! c'est terrible à penser; car, enfin, il faudrait que l'un de nous s'en aille avant l'autre... et ils se rapprochèrent tous deux, et restèrent quelques temps plongés dans une sombre tristesse.

Pierre était agité de sentiments divers, on aurait dit son âme en proie à mille combats... tout à coups ses yeux brillèrent de joie, mais d'une joie qui eût fait mal à voir, et qui terrifia presque Marguerite, lorsqu'il lui dit: Veux-tu nous tuer, femme?

— J'y pensais, répondit-elle, mais je n'aurais pas assez de courage pour me donner le coup mortel.

— Mais tu ne craindras pas une mort lente et douce qui nous surprendrait en même temps!

Marguerite comprit de suite la pensée de son mari, aussitôt elle courut chercher plusieurs énormes vases qu'elle remplit de braise et de charbon allumés. Pendant ce temps, Pierre s'était emparé d'un faisceau de paille et avait empêché l'air de pénétrer par la cheminée et par les nombreuses crevasses que le temps avait faites à la chaumière.

— Maintenant tout est prêt, dit Marguerite!

— C'est bien, souffle le charbon.

— Le voilà qui se fait rouge... Embrasse moi, et prions Dieu qu'il nous pardonne et nous reçoive à la haut près de notre bon Joseph.

— Amen, répondit Marguerite.

Le lendemain on trouva les cadavres des deux époux morts asphyxiés au coin du feu, que le vent ne soulevait plus dans l'âtre. L'orage avait cessé, et déjà la brise du matin se jouait embaumée parmi les branches du chèvre-feuille qui grimpait aux fenêtres de la maisonnette silencieuse.

## THÉÂTRES.

Les théâtres de la banlieue sont beaucoup trop négligés, et sans paraître bien exigeants, nous pourrions demander des sujets un peu plus forts. Sous prétexte que nous habitons hors des murs d'enceinte et que nous devons aimer les monstruosités, les assassinats, on nous sert des drames, en veux-tu, en voilà, dix à douze actes à avaler chaque soir tantôt plus, jamais moins.

Allons donc, Messieurs les directeurs, assez de pièces larmoyantes. — De grâce, faites-nous rire, nous aimons mieux cela. Ne voyez-vous pas vos salles désertes et vos pensionnaires jouant en face des banquettes désolées de leur solitude? Ramenez le public qui oublie le chemin du théâtre, et pour le ramener, donnez-lui des acteurs qui l'amuse, le captivent, l'émeuvent. Épurez vos troupes, ce sera rendre service aux bons et aux mauvais artistes. Quel effet peut produire et que deviendra un homme sans aucun talent, qui ne sent ni ce qu'il dit, ni ce qu'il doit exprimer? — Il végète toute sa vie dans des rôles subalternes et perd un temps précieux. — Variez les amusements du public et vos caissiers ne se plaindront plus. Quant à nous, nous vous dirons toujours la vérité, nous ne taïrons jamais ce qui nous paraît mal, mais nous dirons avec une égale franchise tout ce qui sera bien. Notre critique sera impartiale et nous n'oublierons pas que s'il faut de l'indulgence... pas trop n'en faut..

### Enigme.

De la terre je suis un utile produit,  
Et mes nombreux travaux honorent ma patrie;  
On me mange toujours à table avant le fruit,  
Et je dus mes succès au feu de mon génie.  
Je pare un entremets ou je peins la douleur;  
Je colore un bouillon, j'occupe la pensée;  
J'apaise l'appétit ou je touche le cœur;  
Parfois je suis de feu, parfois je suis glacée.  
On me trouve partout, au collège, au salon,  
A la cuisine, au bois, en maroquin, ou frite;  
Dans un temple fameux on révère mon nom,  
Et je cuis dans une marmite.

Nous publierons au prochain numéro les adhésions à nos principes et les noms des personnes qui voudront bien nous promettre leur collaboration.

Le Rédacteur en Chef, HONORÉ ARNOUL. — Le Gérant, GUSTAVE SIAUVE.

## LA PRÉVOYANCE

Associations mutuelles sur la vie

Autorisée depuis 1820 par quatre ordonnances

Directeur général, M. F. DEBRAY, Avocat. — Co-Directeur, M. A. DEJEANSON. Trésorier, M. H. ARNOUL.

Direction générale, 7, rue Ste-Croix d'Antin, Paris.

## LA FAMILLE MONITEUR DES ASSURANCES

Prix: 6 francs par an.

38, rue Taitbout.

Ayuntamiento de Madrid

## CHATEAU-ROUGE,

Chaussée Clignancourt, à Montmartre.

L'ouverture des bals et soirées du Château-Rouge a eu lieu. L'habile directeur médite encore une foule de surprises aux visiteurs.

Imprimerie MAULDE ET RENOU, rue Baillet, 9 et 11.